

Actes du HUB

« Jeunes filles migrantes, vers une prise en charge spécifique ? »

3 Juin 2024

Lundi 3 juin 2024 de 9h à 13h a eu lieu le deuxième HUB du projet HYMA pour l'année 2024 avec pour thème : « **Jeunes filles migrantes, vers une prise en charge spécifique ?** ». Cette matinée était divisée entre un état des lieux sur le parcours et les vulnérabilités spécifiques des jeunes filles migrantes et une table ronde autour des questions : « Quelle complémentarité entre les services de terrain pour la prise en charge ? » et « Quelles pistes pour un meilleur accompagnement ? ». L'objectif de cette matinée étant de favoriser le réseautage dans le cadre d'un processus d'intelligence collective.

Introduction, modération et conclusions :

Régis SIMON, Directeur, CRIPEL asbl, direction@cripel.be

Christophe MAIRESSE, Directeur adjoint, CRIPEL asbl, christophe.mairesse@cripel.be

Charlotte DUYSSENS, Responsable de projet MENA, CRIPEL asbl, charlotte.duysens@cripel.be

Etat des lieux :

Maria MIGUEL SIERRA, Directrice de La Voix des Femmes asbl, maria@lavoixdesfemmes.org

« Parcours et les vulnérabilités spécifiques des jeunes filles migrantes »

Table ronde :

« Quelle complémentarité entre les services de terrain pour la prise en charge ? »

« Quelles pistes pour un meilleur accompagnement ? »

Aurélien COLLIGNON, Coordinatrice de la Plateforme liégeoise sur les mariages forcés et les violences liées à l'honneur, plateformeliiegemf.vlh@gmail.com

Grégory AUSPERT, Responsable du service 18-21 ans « Jump 21 » au Centre FEDASIL Rixensart, Gregory.Auspert@fedasil.be

Alexia KERVYN, Psychologue et psychothérapeute pour le Collectif Umoya, alexia.kervyn@umoya.be

Méline LUBCKE, Assistante sociale pour le Collectif Umoya, meline.lubcke@umoya.be

Chloé COLLETTE, Coordinatrice, accueillante et animatrice au planning familial Infor-Femmes, ccollette@planningfamilial.net

Louise DA VIA, Responsable de l'antenne de Liège et travailleuse sociale au GAMS, louise@gams.be

Maryana VUKADIONOVIC, Directrice, psychologue clinicienne chez Mentor Jeunes, mvukadinovic@mentorjeunes.be

Introduction :

Régis SIMON a ouvert la journée en présentant le projet HYMA et ses grands objectifs, à savoir, favoriser un meilleur accompagnement des jeunes MENA et ex-MENA - via notamment des hubs, visant à rassembler les opérateurs autour d'un sujet, leur permettre de se rencontrer, d'échanger, de créer des liens – mais également des formations, un accompagnement des opérateurs et un observatoire.

Etat des lieux (complété par un PowerPoint) :

Cet état des lieux a pour objectif de mettre en évidence les vulnérabilités les plus importantes que rencontrent les jeunes filles migrantes. Pour commencer, il faut rappeler que 50% des migrations internationales sont composées de femmes et de jeunes filles, qu'elles soient choisies ou forcées. Malgré cela, les politiques ne sont pas suffisamment adaptées. À la base de ce manque, on constate qu'il existe très peu de chiffres et quand ils existent, ils ne sont pas ventilés par genre. Les jeunes filles se retrouvent souvent désignées comme « enfants ». On peut parler de triple invisibilité : l'âge, le fait d'être une personne migrante et le fait d'être femme.

Pourquoi les jeunes femmes migrent-elles ? Elles arrivent souvent en Belgique sur base du regroupement familial, qui fait partie de la politique migratoire de la Belgique. Cette migration peut aussi être un projet individuel et indépendant. Dans ce cas, elles deviennent généralement le soutien financier de la famille restée au pays. En effet, les femmes envoient autant de fonds que les hommes. Parmi les raisons qui les poussent à faire ce choix il y a l'envie d'une meilleure vie, d'un accès au travail ou aux études, même si on constate qu'il y a moins d'accès au travail pour les femmes, elles sont généralement très déqualifiées. Ce qui est spécifique aux femmes dans les motifs de migration c'est le désir d'émancipation et d'autonomie, de fuir les discriminations structurelles et sexistes, les violences spécifiques aux femmes.

Il existe des violences fondées sur le genre à tous les stades de la migration : elles peuvent être la raison du départ et apparaître durant le trajet, où les plus jeunes sont plus exposées, avec des conséquences désastreuses. Selon les chiffres de l'UNICEF, la moitié subit des violences sur le parcours. En effet, le corps des femmes devient monnaie d'échange puis marchandise, notamment à travers la prostitution. 70% (c'est le chiffre le plus bas trouvé) du trafic des êtres humains est composé de femmes et de jeunes filles pour l'exploitation sexuelle et la servitude domestique, notamment via les lover boys.

Une fois arrivées dans le pays d'accueil, ces jeunes filles doivent faire face aux pressions pour du sexe transactionnel, à la vie dans la rue, l'obligation de mendicité, l'exploitation domestique, etc. Pour celles qui arrivent en famille, il y a les mariages précoces ou forcés et le regroupement familial qui les obligent à rester dans la famille même quand elles subissent des violences. Si elles fuient, elles font face à la clandestinité. Puis comme toutes les personnes migrantes, elles vivent le racisme, les discriminations, etc.

Ces jeunes filles nécessitent une attention particulière. Il y a trop peu de prise en compte des traumatismes apparus suite aux violences. À nouveau, il existe trop peu d'informations, on parle peu de violences sexuelles. Même dans le cas d'accompagnement, on n'ose pas en parler à cause du tabou, de la honte, de la peur des représailles, d'être expulsée, etc. Le résultat, c'est une chappe de silence et de là, un manque de données, de connaissances et de services adaptés. Il y a également un manque de coordination institutionnelle et entre les services.

Un outil essentiel dans la lutte contre ces violences est la convention d'Istanbul, novatrice à bien des égards. Entre autres éléments utiles, cette convention fait un rappel de la notion de genre et du fait que la violence structurelle découle de rapports inégaux entre les femmes et les hommes. C'est seulement en intégrant cette notion, et celle de l'intersectionnalité, dans nos pratiques que nous pourrions réellement faire face à ces phénomènes.

Table ronde :

Travail en réseau – mise en place d'animations et d'ateliers

Le premier élément mis en avant est l'initiative du Collectif Mariage Forcé et Violences Liées à l'Honneur qui rassemble différent.e.s intervenant.e.s en FWB. Ce collectif a créé un protocole de prise en charge qui se veut pratico-pratique et vise à **harmoniser les pratiques**. Il est fourni dans le cadre d'une formation plus large qui peut être organisée sur demande, auprès de la Plateforme liégeoise MFVLH ou de la Voix des Femmes à Bruxelles.

Ce type de travail collectif apparaît également chez Mentor Jeunes, qui a notamment publié un article sur les violences de genre, et qui travaille actuellement sur une nouvelle recherche qui vise à **la création d'outils pour l'inclusion jeunes femmes dans la société**. Des outils adaptés au terrain, puisque les intervenantes sociales sont dans la grande majorité des femmes qui vivent aussi des discriminations.

Infor-femmes est spécialisée sur la question de l'EVRAS et travaille principalement en réseau via des outils pédagogiques et un accompagnement des structures pour mettre en place des animations. Elles prennent en compte les **besoins spécifiques de jeunes filles migrantes** en termes de santé sexuelle et font des suivis juridiques, médicaux et psychosociaux.

Au Centre FEDASDIL de Rixensart, l'EVRAS est difficile à aborder. Cela demande une réflexion sur l'acculturation et de faire des ponts entre les cultures. Le service de prévention de santé de FEDASIL région sud a mis en place un **projet de pairs éducateurs**. Cela permet aux jeunes filles de recevoir l'information par quelqu'un à qui elles peuvent s'identifier. Au-delà de cette méthode, il est également important de former les formateurs, d'où l'importance des collaborations. Ici, l'intérêt du réseau est de profiter de ce qui a déjà été fait et de **ne pas répéter ce qui existe déjà**.

La coordination de la Croix-Rouge a mis en place **4 modules EVRAS pour jeunes**, qui rencontrent un vif intérêt. Ces modules, donnés par la Plateforme Prévention SIDA, sont adaptés aux spécificités du public, qui a d'ailleurs été consulté. Il y a évidemment aussi la nécessité de former les accompagnateurs qui assureront le suivi de ces formations. Il faut insister sur **l'importance du suivi** car ces animations suscitent beaucoup de questions et de réactions. Il est essentiel d'avoir une réflexion avec l'équipe encadrante afin qu'il y ait une continuité et que les animations ne soient pas des « one shot ». Cela n'a pas de sens si ce qui est dit dans l'animation n'est pas mis en application dans la structure.

Dans les centres d'accueil, il n'est pas facile d'être sur tous les fronts. Chez FEDASIL Rixensart, ils se spécialisent plutôt dans **l'identification des vulnérabilités**, puis font des partenariats avec des acteurs spécialisés. Certaines problématiques peuvent être prises en charge de façon fine et d'autres sont plus problématiques. Par exemple, dans le cas du parrainage, ils constatent une **problématique liée aux prédateurs**. Ils ne peuvent pas gérer l'ensemble des questions et doivent faire appel au réseau. Ils assurent cependant aussi un suivi pour voir ce qui a été compris ou non et pour améliorer ces interventions.

Le GAMS s'est spécialisé dans le **travail communautaire**. L'équipe fait constamment appel à des bénévoles des différentes communautés pour faire des traductions, de l'accompagnement et de la médiation interculturelle. Ces personnes sont accompagnées et formées. Un des objectifs de ces relais communautaires est de rassurer la personne accompagnée, de lui expliquer les différences culturelles. Elle peut aussi se rendre compte des effets du tabou ou de la pudeur et faire le lien avec les professionnels. Le GAMS valorise **l'importance de l'accompagnement**.

Dans le cadre d'une animation ou d'un atelier, il faut aussi prendre en compte le fait que chaque groupe est différent, il y a un **besoin constant d'adapter ses pratiques**. D'où l'importance de se réunir et de réfléchir le projet ensemble. On rappelle également l'importance de travailler avec des **outils adaptés au niveau du langage**.

Invisibilité des jeunes filles migrantes et freins à leur indépendance

Une travailleuse du CEFA fait le constat qu'ils n'accueillent jamais de jeunes filles MENA et se demande ce qui pourrait expliquer ces absences.

Selon FEDASIL Rixensart, cela peut s'expliquer par un **problème de compréhension de la langue**. Les jeunes filles qu'ils accueillent sont **peu ou pas scolarisées**. L'accès au parcours scolaire classique est difficile et ils se dirigent plutôt vers des associations plus spécialisées comme le Collectif des Femmes de Louvain-la-Neuve. Il faudrait que les CEFA (ou autres structures scolaires) se mettent en collaboration avec les structures d'accueil et se mettent en avant comme des **lieux accessibles**. La scolarité reste très compliquée pour ces jeunes filles et **n'est souvent pas une priorité**. Il existe la pression du pays d'origine, des passeurs, des dettes à rembourser, etc. Les vécus sont excessivement difficiles. Parfois, l'objectif n'est pas la réussite scolaire mais simplement d'avoir une certaine régularité et **d'organiser la vie quotidienne**. Par ailleurs, les **ressources** en

personnel au sein des centres sont limitées. Il existe aussi la **réalité géographique** des centres qui accueillent des jeunes filles, qui ne sont pas toujours très accessibles.

Infor-femmes rappelle aussi la question de la **disponibilité de ces jeunes filles en termes de santé mentale**. Elles vivent dans l'urgence, l'attente des papiers, la recherche de sécurité et ne veulent pas s'impliquer dans un projet si elles ne savent pas si elles vont pouvoir rester.

Le Collectif Umoya, spécialisé dans l'accompagnement des jeunes MENA, a mis en place récemment un projet d'accompagnement en logement pour les jeunes filles MENA. Elles constatent que les problématiques de ce public sont très différentes. Elles sont prises dans des **traumatismes trop importants pour se projeter dans le futur** ou même revivre le passé. Leur gros avantage est de travailler avec un petit groupe, qui permet une **aide au cas par cas**. Elles constatent que pour ces jeunes filles la **santé mentale** est souvent très fragilisée, très précaire ce qui a des impacts notamment sur le sommeil et l'alimentation. Il y a aussi énormément de tabous. Elles insistent sur **l'importance de la construction du lien**, de sortir des ruptures. En effet, la discontinuité entrave l'accompagnement, il n'y **pas assez de relais entre les institutions**. Il n'y a pas assez de transmission d'informations entre les 2^{ème} et 3^{ème} phases.

L'ASBL Sürya, spécialisée pour l'accueil, l'accompagnement et l'hébergement des victimes de la traite et du trafic international des êtres humains, met l'accent sur la question de la prostitution, qui pour les mineures est automatiquement de **l'exploitation sexuelle**. Les changements législatifs récents et la vision actuelle sur la prostitution entraîne **beaucoup de questions** chez les jeunes migrant.e.s qui finissent par voir la prostitution comme une source de revenus possible. Sürya est régulièrement sollicitée pour réaliser des animations dans des centres d'accueil, où la prostitution en interne est cause d'exclusion. Elle rappelle la pression que vivent ses jeunes pour obtenir de l'argent et qu'il ne faut **pas juger ni criminaliser**, au risque d'enfermer et de stigmatiser. Il est préférable de valoriser les compétences vers d'autres secteurs.

Mobilea est une équipe mobile en santé mentale pour les enfants et ados, active en province de Liège. Ils interviennent quand 3 critères sont réunis : que la personne soit immobile physiquement ou psychologiquement, qu'elle ait des problèmes au niveau de la santé mentale et qu'elle soit âgée entre 0 – 18 ans. Dans leur accompagnement des jeunes filles MENA, elles constatent des **traumatismes liés aux violences sexuelles**. L'une d'entre elles ne peut pas se retrouver face à des hommes, c'est donc impossible pour elle d'aller à école. L'équipe est très **déstabilisée face à l'ampleur de l'accompagnement** et se pose la question du relais.

Savoir-être, un institut de psychothérapie et de formation liégeois accompagne les enfants et ados migrants sur le plan de la santé mentale, principalement en ethnopsychologie. Elles constatent qu'il y a beaucoup moins de filles. Les MENA sont aux prises avec des questions d'identité liées à l'adolescence mais aussi au parcours migratoire. Ce **parcours ajoute des traumatismes aux traumatismes** et, même à distance, ils et elles restent en contact avec les familles au pays. Si ces jeunes ont des questionnements identitaires, ils et elles sont débordé.e.s par la honte et **ne peuvent pas vivre leur liberté** ici car ils et elles sont toujours en lien avec le pays et ne se l'autorisent pas. Il est **très difficile d'établir un lien thérapeutique** car ces jeunes gens ne sont pas constants dans les rendez-vous. Savoir-être a donc un nouveau projet d'atelier de plusieurs jours en art thérapie, ce qui les met en mouvement. **L'art thérapie fonctionne très bien** avec les jeunes MENA, cela permet des ponts avec la culture du pays.

Une travailleuse du Service Social des Solidarités (SESO) nous fait part de son analyse. Beaucoup de femmes migrent car elles reçoivent l'information qu'il est possible d'être indépendantes. Cependant, dans les pays d'où elles viennent, elles ne peuvent jamais être seules. Elles **n'osent donc pas vivre seules** même en Belgique, **elles se cachent** et n'osent pas venir parler à des professionnel.le.s car elles craignent que cela soit médiatisé, qu'on les découvre. **En se cachant, elles restent esclaves d'hommes** et ne peuvent pas atteindre leur indépendance. Elles ne vont pas à l'école, se mettent en couple avec des hommes qui ne leur conviennent pas, elles demandent l'asile comme des majeures ou arrivent via le regroupement familial et sont donc bloquées pendant 5 ans.

Selon Mentor Jeunes, association qui organise les familles d'accueil et le parrainage des jeunes MENA, il faut impérativement **demander aux jeunes filles de quoi elles ont besoin** et ne pas imposer notre vision. Les jeunes filles qu'elles accueillent ont une **extrême difficulté à se détacher des pressions de la famille**, des passeurs, de la société d'ici, etc. et n'osent pas prendre leur liberté. Nous devons **nous décentrer de nos visions** car nous évoluons aussi dans la culture patriarcale. Ces jeunes filles **doivent sentir que la porte est ouverte**, qu'on ne les juge pas et qu'on ne leur impose rien.

Se pose aussi la question de **l'accès à l'information**. Dans le cas de violences intrafamiliales en contexte de regroupement familial, les femmes et jeunes filles sont bloquées pendant 5 ans et volontairement isolées.

Un des grands freins est également l'accès aux crèches et à la **garde d'enfant**. La question du **port du voile** est abordée. Certaines jeunes filles, très motivées par l'école, ne sont pas prêtes à l'enlever et préfèrent donc ne pas y aller. Face à cette difficulté, il est possible de demander une **période d'acclimatation**, en dérogation au ROI. Il faut des moments de **médiation avec les écoles** pour leur expliquer l'impact des absences et de la stigmatisation de ce public. Il faut impliquer les jeunes dans la réflexion, car elles peuvent expliquer, argumenter et trouver des terrains d'entente. Ce sont des procédures sur le long terme. On peut aussi envisager l'implication d'acteurs religieux car **l'islam prévoit des dérogations** au port du voile.

La richesse de la pair-aidance, du mentorat, etc.

FEDASIL Rixensart rappelle l'importance de **mobiliser le réseau des personnes migrantes**. En effet, d'anciennes résidentes ont le même vécu et comprennent bien les situations. Cela permet aux résidentes actuelles de voir qu'une autre réalité est possible. Ils ont un système de **mentorat** où les anciennes résidentes sont mises en contact avec les actuelles. Cette éducation par les pairs leur **permet de s'identifier et d'envisager d'autres pistes**. Les conseils n'ont alors pas le même poids car ils viennent d'une personne qui leur ressemble, qui a le même parcours. Cette méthode a des **résultats très positifs** quand elle est bien menée.

Chez Umoya, elles fonctionnent également avec un système de **pair-aidance**. D'ancien.ne.s jeunes deviennent des ressources pour les nouveaux.elles. Ce sont des tremplins pour les jeunes, qui entendent qu'il est possible d'être aidé.e. Pour ces jeunes, la projection est très difficile car il existe un fort conflit de loyauté. Grâce à cette méthode, ces **projections dans l'avenir peuvent se faire via d'autres jeunes**. Umoya organise des séjours collectifs de 5 jours, avec les ancien.ne.s et les nouveaux.lles jeunes. Ces séjours permettent des **moments informels**, des liens d'amitié, tout cela en dehors des professionnel.le.s, c'est très porteur.

Gestion de l'urgence

Dans de nombreux cas, on peut se poser la question de **l'identification et de la gestion de l'urgence**. Pour la Plateforme liégeoise MFVLH, on est rarement dans de « l'extrême urgence ». Il faut plutôt prendre le temps de voir plusieurs fois la jeune, de faire de nombreux **entretiens**. Elle réalise aussi de nombreuses animations dans les écoles. Elle se base sur les droits fondamentaux pour sensibiliser jeunes et leur permettre de demander de l'aide si nécessaire. Des suivis se mettent en place suite à ces animations.

Souvent, les jeunes filles doivent aussi **se rendre compte que ce qu'elles vivent est de la violence** et mettre les mots dessus. Il y a un **gros travail de déconstruction**. Pour Infor-femmes, même des animations plus généralistes peuvent avoir ce genre d'effet. Elles constatent de nombreuses prises de conscience suite à leurs interventions dans les écoles.

Pérennité des accompagnements

Au GAMS, la condition d'accès est d'être concernée par les MGF. Dans les suivis psychologiques et sociaux, il faut pouvoir **connaître ses limites et réorienter** dans le réseau quand c'est plus adapté mais aussi savoir rester présente, **être une personne ressource**. Souvent les femmes sont très investies et cela s'arrête quand elles reçoivent un positif. L'accompagnement devient alors secondaire mais elles reviennent souvent plus tard, quand elles ont pu se stabiliser.

Chez Infor-femmes, elles ont fait le choix de ne pas arrêter les suivis tant qu'ils sont nécessaires mais elles ont de grosses listes attendues. Pour contrebalancer cela, les **permanences** sont gratuites et sans rendez-vous, aussi de façon virtuelle. Cela permet un accueil et une orientation pour tout le monde.

Pour le Collectif Umoya, l'accueil se situe entre 16 et 24 ans. En général, au début, l'accompagnement est très régulier puis de moins en moins car les jeunes se stabilisent. Très souvent, ils et elles **reviennent de temps en temps** pour une question ou simplement pour dire bonjour.

La Plateforme MFVLH n'a pas de limite de temps. Généralement, si la jeune fille reçoit une réponse à sa demande, la situation se clôture mais elle reste une **personne relais**. Les jeunes reviennent souvent vers elle à la sortie du centre.

Pour FEDASIL Rixensart le problème du suivi est **géographique**. Quand les jeunes passent en 3^{ème} phase ou en logement individuel c'est souvent loin du centre, il est donc très difficile de maintenir le lien.

Conclusions :

Les Spécificités des femmes migrantes mineures sont nombreuses et les intervenant.e.s sont rares.

L'approche collective est une porte d'entrée intéressante pour entrer en contact avec ces jeunes filles, notamment via des animations, mais le suivi individuel reste essentiel, surtout dans les cas plus graves. L'accompagnement individuel est complexe et demande la prise en compte des spécificités de l'interculturalité, de l'intimité, des traumatismes, de la honte, etc. Ces contextes complexes mettent l'accent sur l'importance d'une offre d'accompagnement riche et variée. La question de la santé mentale et de la gestion des traumatismes est centrale.

Ces jeunes filles vivent une double peine, à leur vécu de violences s'ajoutent des conséquences qui les mènent à l'exclusion. On peut même parler de triple peine si on prend en compte l'intersectionnalité. Il n'y pas de limite dans le cumul des discriminations.

La continuité de la prise en charge est difficile. Lors de la transition vers la majorité, les intervenants changent, les suivis sont brisés par l'organisation des subsides. Mais quelques rares alternatives existent.

Cette matinée nous rappelle l'importance du réseau. On ne peut pas être spécialiste de toutes les situations mais on peut toujours faire appel à d'autres. Il faut alors trouver l'équilibre entre la démultiplication des prises en charge et les ruptures trop nombreuses.